



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INRAE

➤ Revenus agricoles, de quoi parle-t-on ?

Laurent Piet

INRAE, UMR SMART-LERECO, Rennes

Atelier-conférence de la Chaire Mutations Agricoles, 26 janvier 2021

➤ D'où je parle : le projet de recherche « Agr'Income »

<https://www6.rennes.inrae.fr/smart/Contrats-de-recherche/Agr-Income>

INRAE AGRO CAMPUS QUERT

Actu

Thèmes de recherche

Enseignement

Nos Faits Marquants

Publications

Working Papers

Séminaires

Contrats de recherche

Membres

Comment nous joindre

SMART LERECO
Structures et marchés agricoles, ressources et territoires
Laboratoire d'études et de recherche en économie

Accueil • Contrats de recherche • Agr'Income

Agr'Income
Hétérogénéité, déterminants et trajectoires du revenu des agriculteurs français

Coordinateur du projet : Laurent Piet (SMART-LERECO)

Projet réalisé dans le cadre de l'appel à projets de recherche « Revenu des agriculteurs : mesures, déterminants et instruments d'accompagnement » du Centre d'études et de prospective du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

L'analyse du revenu des agriculteurs doit tenir compte à la fois de sa composition (sources agricoles, sources non agricoles, soutien public), de son niveau (par exploitation, par unité de main d'œuvre, par ménage), de sa dispersion (entre agriculteurs, entre systèmes de production) et de son évolution (à court terme et à long terme). Les objectifs du projet Agr'Income sont ainsi, en premier lieu, de faire le point sur les différentes définitions du concept de "revenu agricole" et sur les indicateurs et sources habituellement utilisés pour le caractériser et le quantifier, puis de décrire le plus précisément possible la diversité des revenus des agriculteurs français. En second lieu, il s'agit d'analyser les déterminants technico-économiques qui président à la construction du revenu dégagé par les

L. Piet ¹, M. Benoit ², V. Chatellier ¹, H. Dakpo ³, N. Delame ³, Y. Desjeux ⁴,
P. Dupraz ¹, M. Gillot ⁵, P. Jeanneaux ⁵, C. Laroche ¹, A. Ridier ¹,
E. Samson ¹, P. Veysset ², P. Avril ¹, C. Beaudouin ¹, S. Boukhriss ²

1. UMR SMART-LERECO, Institut Agro, INRAE
2. UMR Herbivores, U. Clermont Auvergne, INRAE, VetAgro Sup
3. UMR Economie Publique, AgroParisTech, INRAE, U. Paris-Saclay
4. UMR GREThA, INRAE, U. Bordeaux
5. UMR Territoires, AgroParisTech, INRAE, U. Clermont-Auvergne



Publications déjà réalisées

Hétérogénéité, déterminants et trajectoires du revenu des agriculteurs français

Projet Agr'Income

Sous la coordination de Laurent Piet (INRAE, UMR SMART-LERECO)

Avril 2020

Ce rapport a été réalisé dans le cadre de l'appel à projets de recherche « Le revenu des agriculteurs : mesures, déterminants et trajectoires d'accompagnement » lancé en 2018 par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) et financé par le Programme 215.

Le contenu de ce rapport n'engage que ses auteurs et ne constitue pas nécessairement le point de vue du MAA.

Analyse

Centre d'études et de prospective

N°152 - Août 2020

Déterminants, hétérogénéité et soutien du revenu des agriculteurs français

Une recherche financée par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et la commande à l'UMR SMART-LERECO (INRAE), en 2019, afin d'analyser le revenu, la composition et l'évolution du revenu des agriculteurs français. Cette note présente les principaux enseignements.

Introduction des auteurs dans ce dossier. Le revenu agricole est un enjeu de politique publique. Les résultats montrent que les agriculteurs ont un revenu net moyen de 22 000 €, ce qui est inférieur à celui des salariés. Le revenu net moyen des agriculteurs est inférieur à celui des salariés. Le revenu net moyen des agriculteurs est inférieur à celui des salariés. Le revenu net moyen des agriculteurs est inférieur à celui des salariés.

Le rapport final du projet <https://agriculture.gouv.fr/recherche-agricome-heterogeneite-determinants-et-trajectoires-du-revenu-des-agriculteurs-francais>

Un article de recherche dans *Economie Rurale* n°372 <https://journals.openedition.org/economierurale/7841>

Un article de recherche accepté dans *Eur. Rev. Agric. Econ.*

La note de synthèse <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/Ana152/detail/>

<https://www.quae.com/produit/1604/9782759230815/quelle-politique-agricole-commune-demain>

Un chapitre de l'ouvrage *Quelle PAC demain ? (Ed. Quae)*

FAITS ET CHIFFRES

Le paiement redistributif et le plafonnement des aides directes : deux outils de la PAC favorables aux petites exploitations agricoles françaises ?

Vincent CHATELIER • INRAE, UMR SMART-LERECO, Nantes
vincent.chatelier@inrae.fr

En se focalisant sur le cas de la France, cet article propose une réflexion centrée sur deux instruments de la Politique agricole commune (PAC) qui entendent avoir un impact sur la répartition des aides directes entre exploitations agricoles. Le premier, mis en œuvre à partir de 2015, correspond au paiement redistributif alloué sur les 52 premiers hectares. Le second concerne la dégressivité et le plafonnement des aides directes, conformément aux propositions faites par la Commission européenne le 1^{er} juin 2018. Partant des données individuelles du Réseau d'information comptable agricole (RICA) et en considérant plusieurs modalités d'application de ces deux dispositifs, des simulations sont conduites pour éclairer la question de leurs impacts. Les résultats obtenus soulignent combien l'intensité des redistributions potentielles est sensible aux options liées (niveau des seuils, exemption, ciblage des fonds collectés, etc.).

MOTS-CLÉS : PAC, aides directes, exploitations agricoles, plafonnement, paiement redistributif

Redistributive payment and the capping of direct payments: Two CAP instruments that work in the favor of small French farms?

Focusing on the case of France, this paper reflects on two Common Agricultural Policy (CAP) instruments that aim to have an impact on the distribution of direct payments among farms. The first implemented from 2015, is the redistributive payment allocated to farmers for the first 52 hectares of their land. The second involves degressivity and the capping of direct payments in accordance with the proposals made by the European Commission on June 1, 2018, using individual data from the Farm Accountancy Data Network (FADN) and several possible implementation modalities for these two instruments. Some simulations are carried out to shed light on the impacts of these instruments. The results show the extent to which the level of potential redistribution is affected by the particular options chosen (threshold level, exemption, targeting of funds collected, and so on). (E1, Q12, Q16)

KEYWORDS: CAP direct payments, farms, capping, redistributive payment.

D'après la réforme de la Politique agricole de l'Union européenne (UE) est traitée de concertation à leur départ de concentration (Drozier, 2000) ; Lacombe et Thévoz, 2015), à leur départ (Bastien et al., 2002), nombreux travaux scientifiques et elles ont suscité de larges débats, tant dans les instances publiques que dans les instances agricoles. Les travaux réalisés à l'échelle de la France ou plus globalement européenne, 2018), à leur capitalisation

Economic Review of Agricultural Economics Vol 48(4) (2021) pp. 1-30
doi:10.1007/s10687-021-00465-8

New perspectives on the distribution of farm incomes and the redistributive impact of CAP payments

Laurent Piet¹ and Yann Desjoux¹
¹Smart-Lereco, Agronomic Unit, INRAE, Rennes, France; ²GRETA, INRAE, University of Bordeaux, France

Received November 2019; final version accepted January 2021

Abstract

We contribute to understanding the impact of potential drivers of farm income inequality and the redistributive impact of Common Agricultural Policy (CAP) payments. Our approach provides information on any quantity of the income distribution, in contrast to the widely used Gini coefficient. Income growth and inequality dynamics of French commercial farms between 2000 and 2017 are found to be explained by a change in both income levels and farm characteristics. Further, CAP payments are shown to participate in levelling off income inequalities, with Pillar 1 and 2 payments performing differently along the distribution. Our results may help inform on-going policy debates about farmers in the distribution of farm support and structural change implications for the future of European agriculture.

Keywords: farm income, inequality, commercial distribution, CAP direct payments, France

JEL classification: Q12, Q18, D31

1. Introduction

Although one of the motivations for public intervention in the agricultural sector, and specifically one of the initial objectives of the Common Agricultural Policy (CAP) of the European Union (EU), is to ensure a fair income to farmers (Euler, 2016), our survey¹ observations highlight a wide variety of individual situations so that the study of the distribution of farm incomes has attracted a number of research articles in the last decades.

This literature has been primarily concerned with assessing the respective contributions of the various income sources to overall farm income inequality. More specifically, two components have been the subject of particular attention. First, authors have been interested in measuring the contribution of off-farm income to increasing or reducing the inequality of agricultural

¹ Corresponding author. E-mail: laurent.piet@inrae.fr

© The Author(s) 2021. Published by Oxford University Press on behalf of the Foundation for the European Review of Agricultural Economics. All rights reserved. Please see email: journal.permissions@oxfordjournals.org

2. PAC et revenus agricoles

Vincent Chatelier, Hervé Guymond

Les agriculteurs des différents États membres (EM) de l'Union européenne (UE) bénéficient du soutien budgétaire de la PAC sur la base de ressources communautaires complètes par des ressources nationales et régionales. Les fonds communautaires sont les plus importants. Sur la période budgétaire 2014-2020, ils s'élevaient annuellement à 58 milliards d'euros, soit 37 % du budget total de l'UE. Les réformes successives de la PAC mises en œuvre depuis 1992 ont conduit à remplacer un soutien par les prix à la charge du consommateur par un soutien via des aides à la charge du contribuable (cf. chapitre 1). Cette substitution ne signifie pas que le soutien par les prix est nul aujourd'hui, notamment parce qu'il persiste une protection tarifaire et non tarifaire à l'entrée sur le marché communautaire (cf. chapitres 2 et 3).

Ce chapitre, centré sur les soutiens à l'agriculture européenne et à ses agriculteurs, est structuré en trois sections. La première, de nature descriptive, permet de situer le soutien total à l'agriculture européenne relativement à ses concurrentes et de caractériser les évolutions temporelles des modalités de ce soutien. La deuxième section vise à objectiver la critique souvent formulée d'une distribution trop inégalement du soutien qui favoriserait les EM non-européens au détriment des EM du Sud et de l'Est, et les plus grandes exploitations au détriment des plus petites structures. La troisième section porte sur la question des liens entre soutiens budgétaires et revenus agricoles. Plus spécifiquement, nous cherchons à éclairer l'efficacité de différents instruments de soutien des revenus agricoles, notamment de l'instrument des aides directes découplées (aides découplées des choix et des volumes de produits) à la dépendance des revenus agricoles aux soutiens budgétaires, en particulier aux aides directes découplées, et la légitimité à inclure explicitement dans la PAC un objectif d'un instrument de soutien des revenus agricoles. L'analyse de cette troisième question fait office de conclusion.

Les soutiens à l'agriculture européenne et à ses agriculteurs

8 Panorama d'ensemble des soutiens à l'agriculture européenne et à ses concurrentes

L'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a défini une méthode permettant de mesurer et de comparer les soutiens accordés aux agriculteurs par les membres de l'Organisation (OCDE, 2006). Nous nous intéressons plus spécifiquement

27. Cette note porte à jour, toutes choses égales par ailleurs, et révisée les imputations, sélection qui entraîne une augmentation des prix netteurs (voir toutefois les producteurs européens).

41

➤ Valorisations en cours

- 1 article pour *Notes et Etudes Socio-Economiques*
- 2 articles en révision dans la revue *Economie Rurale*
- **1 numéro spécial** de la revue *Economie Rurale*



➤ Un retour en force dans le débat public

- En 2016, 30% des chefs d'exploitation imposés au réel ont déclaré des revenus professionnels équivalents à moins de 350 € / mois (source : CCMSA, données COTNS 2017)





VOIX DU NORD

LILLE
Lille : le Bazaar St So, nouveau paradis des «créateurs d'activité»

IGARO

Le Télégramme

LADEP

DÉP

Économie

Sports

Loisirs

Ma commune Hauts-de-France France La Voix TV Sports
« (...) les agriculteurs gagnent en moyenne 1 265 € nets par mois. C'était 1600 € il y a encore cinq ans. Il se dit même qu'un quart d'entre eux ne gagnerait que 350 € par mois. (...) »

reinent en gagnent moi rappelle une

agne Chez vous

« (...) D'un côté, il y a le verre à moitié vide : un tiers des agriculteurs continuent à vivre avec moins de 350€ par mois. 20% des exploitations perdent de l'argent au quotidien (...) »

dimanche 11 o

Entreprise

Autobus Automobile Banque-FI

conomie

site est gratuit, sans publicité et les données collectées ne sont pas vendues. « 30 % des agriculteurs gagnent moins de 350 € par mois. Nous sommes là pour les aider, et ils sont déjà sollicités par les fournisseurs. »

Accueil / Economie / Agriculture

Agriculture

« (...) Les exploitants grâce à ces aides de l'IHCN, génèrent des revenus d'entre eux gagnent à peine 350 euros par mois. » entre 8000 et 12000 euros. Ces agriculteurs gagnent un SMIC, certains d'entre eux gagnent à peine 350 euros par mois (...) »

L'OBS

POLITIQUE MONDE ÉCONOMIE CULTURE OPINIONS DÉBATS TENDANCES 2049 VIDÉOS PHOTOS

L'OBS > ECONOMIE

« (...) Difficile, dans ces conditions, d'améliorer le sort d'une profession marquée par de grandes inégalités, où un tiers des agriculteurs gagnent moins de 350 euros par mois, où les retraites sont souvent au-dessous du seuil de pauvreté (...) »

« Quand on sait qu'ils gagnent moins de 350 euros par mois, c'est indispensable d'aider les agriculteurs (...) »

Europe

Détresse des agriculteurs gagnent moins de 350 euros par mois

« 30 % d'agriculteurs gagnent moins de 350 euros par mois (...) »

atlantico

NDIE

Économie Politique Société Faits divers Sports Culture/Loisirs Gra

urant moyen avant impôt en 2016 était de 1 et 30 % des agriculteurs gagnent moins de 350 euros par mois. L'objectif s'est fixée, en

➤ Là où ça devient (encore plus) gênant...

ÉLYSÉE Actualités Agenda Présidence Écrire au Président

PUBLIÉ LE 11 OCTOBRE 2017

Discours du Président de la République aux États Généraux de l'Alimentation



« Il n'est plus possible aujourd'hui qu'en France, un tiers des agriculteurs gagne moins de 350 euros **par an** et je le redis très clairement (...) »

france **inter** Info Culture Humour Musique Plus ▾

Accueil > Émissions > L'invité de 8h20 : le grand entretien > Arnaud Daguin : "Les agriculteurs, ces gens qui nous nourrissent, gagnent"

L'INVITÉ DE 8H20 : LE GRAND ENTRETIEN

jeudi 30 novembre 2017 par Nicolas Demorand

Arnaud Daguin : "Les agriculteurs, ces gens qui nous nourrissent, gagnent **en moyenne 350 euros par mois**"

MY TFI | Replay Direct Ma liste Rechercher un programme, une vidéo... Se connecter Créer un compte



Invité : Guillaume Canet porte le mal-être du monde agricole à l'écran dans 'Au nom de ...'

Le film d'Edouard Bergeon « Au nom de la terre » cartonne dans les salles françaises. L'acteur Guillaume...

+ MA LISTE < PARTAGER

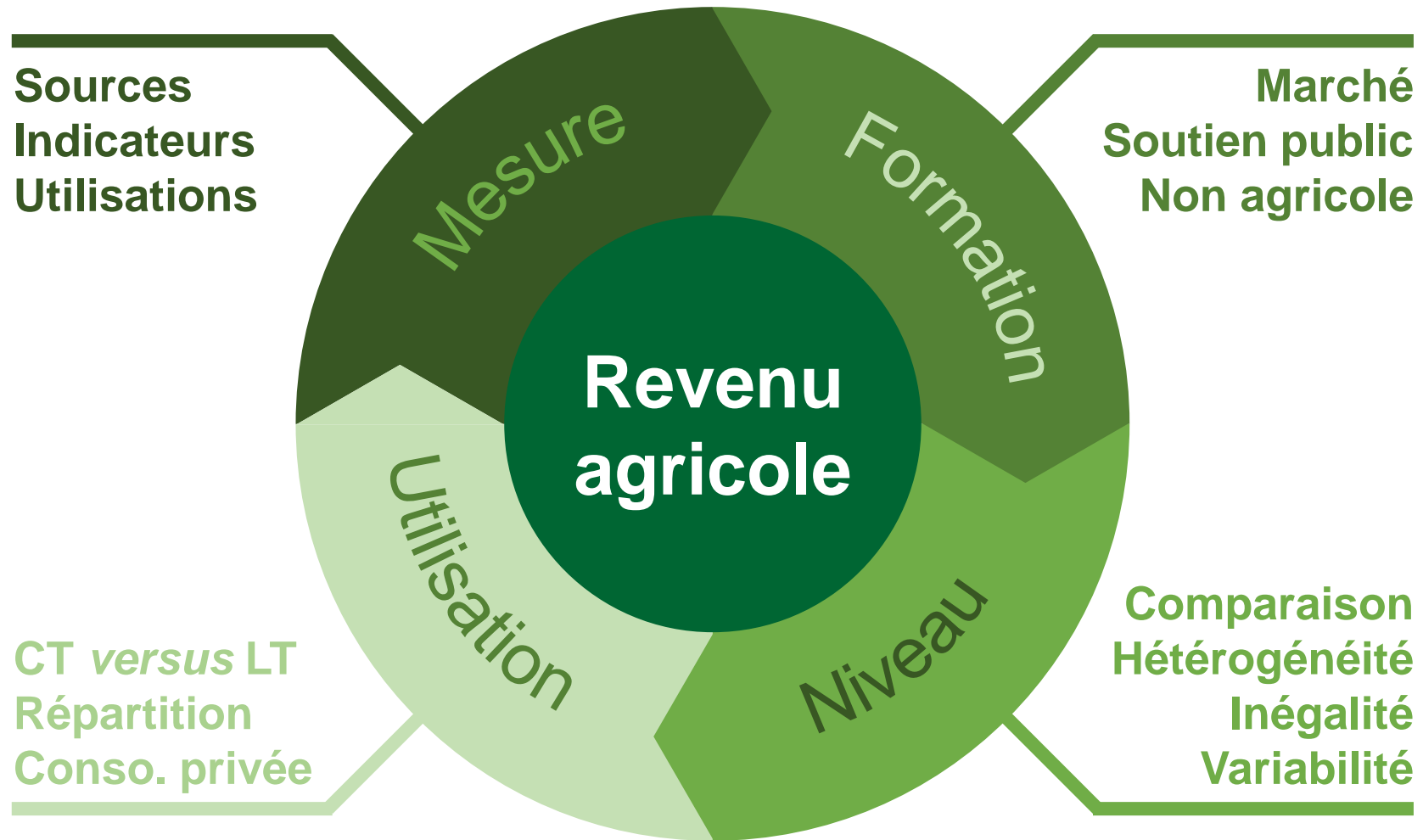
20m
Publiée le 15 octobre 2019 à 20:45
Série # 30
Quotidien avec Yann Barthès

« Il y a un ras-le-bol des agriculteurs de ne pas être compris, **ils gagnent** moins de 350 € par mois, ils bossent 14h par jour (...) »

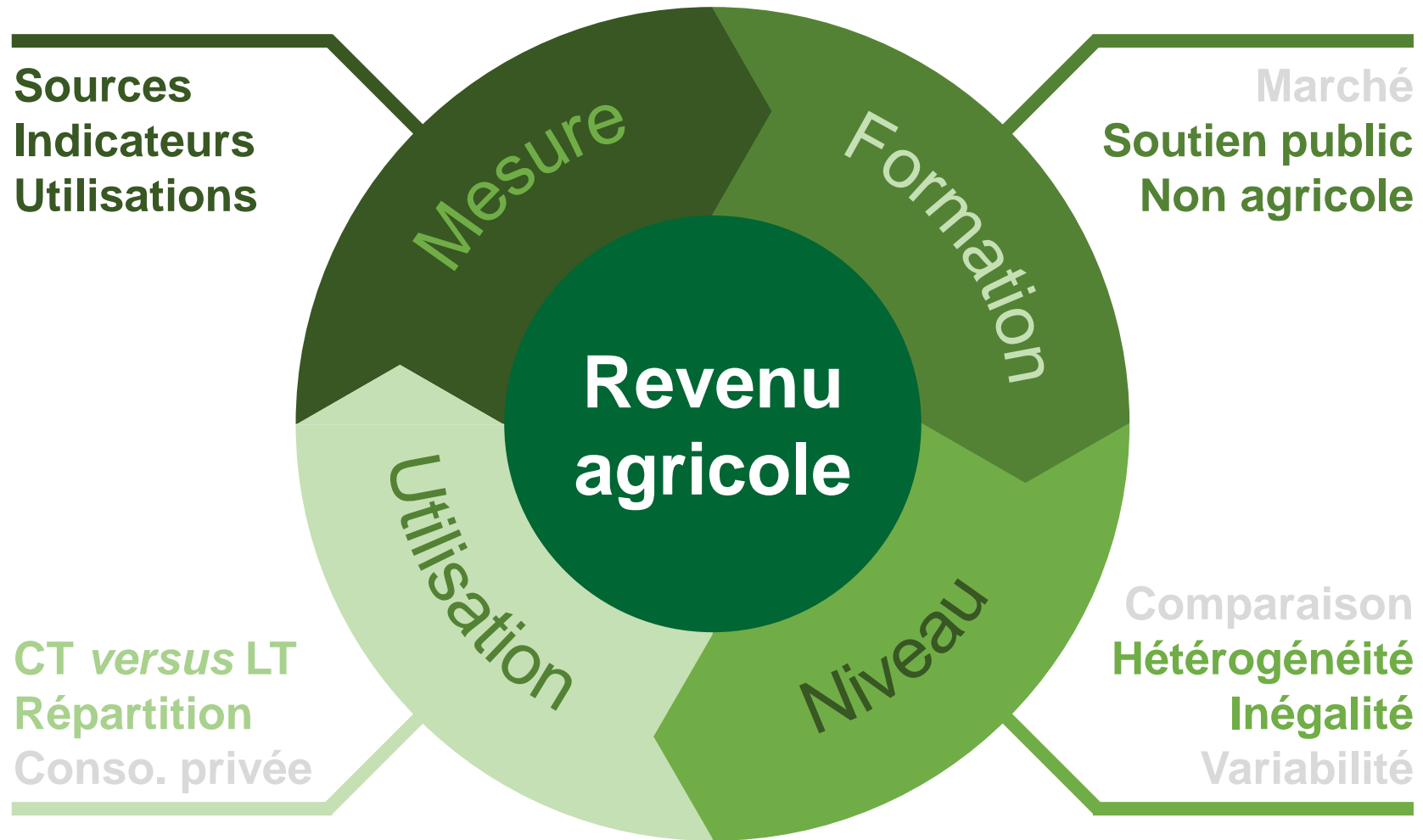
➤ Le « fact checking » se développe



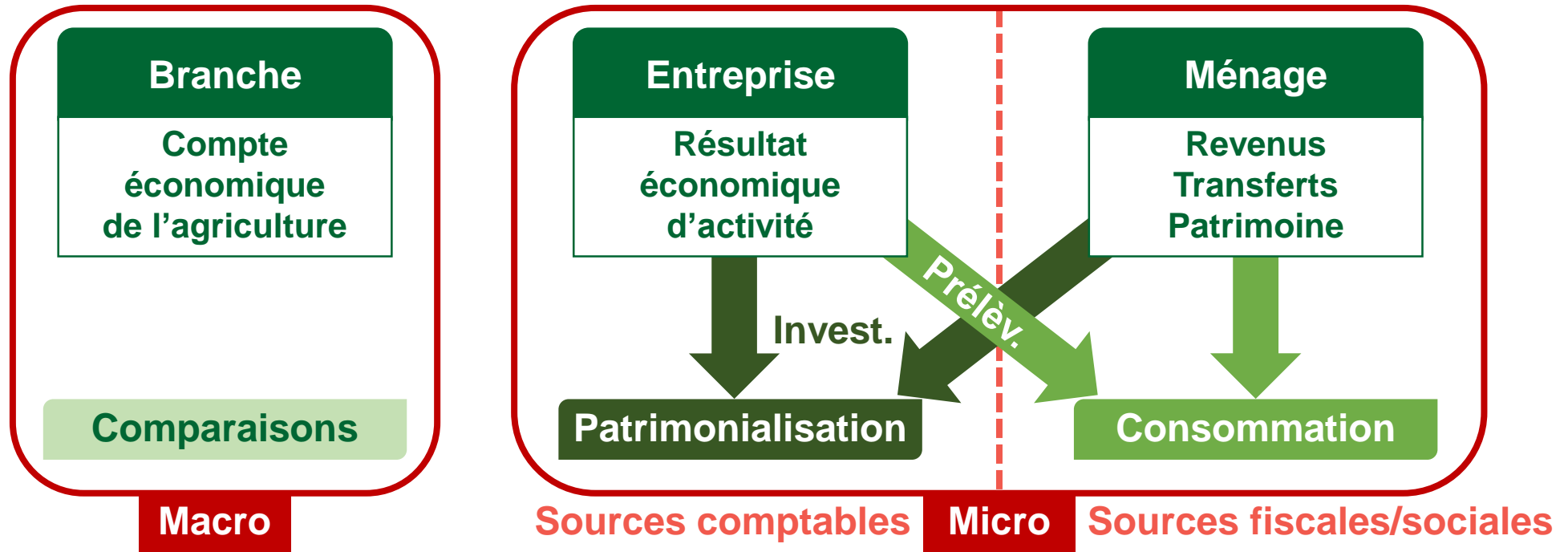
➤ Le champ d'étude



➤ Le champ d'étude

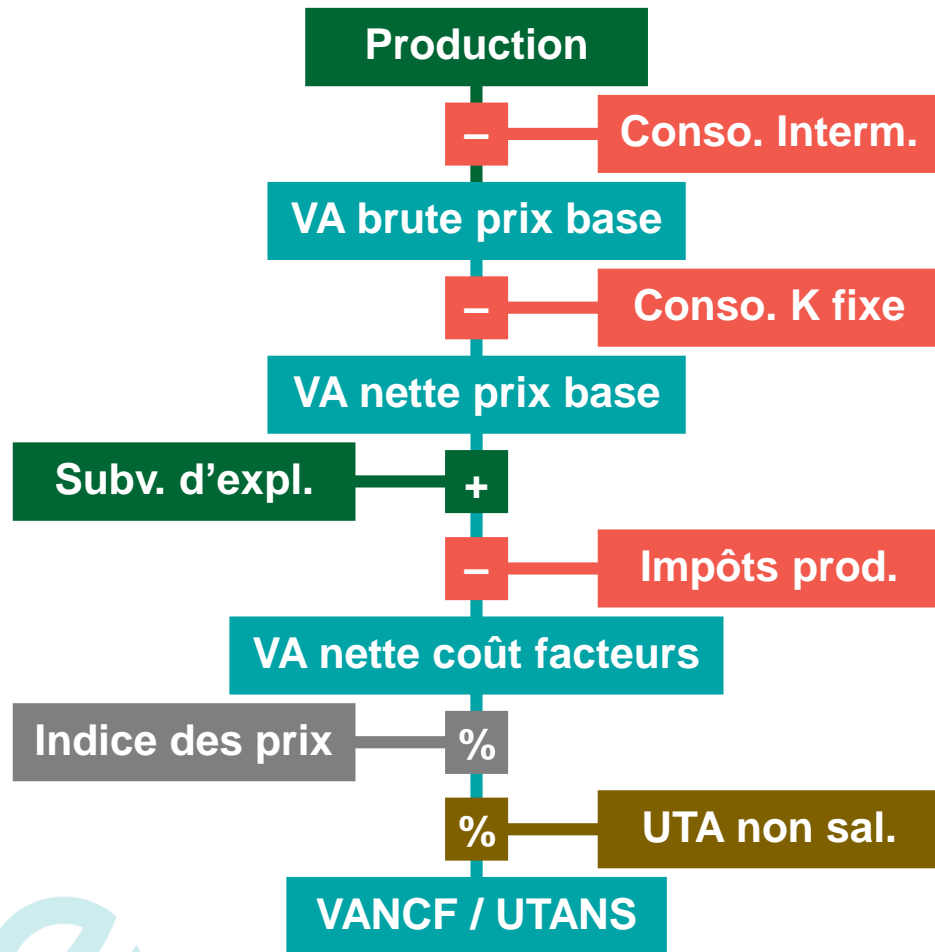


➤ Trois approches du « revenu agricole »



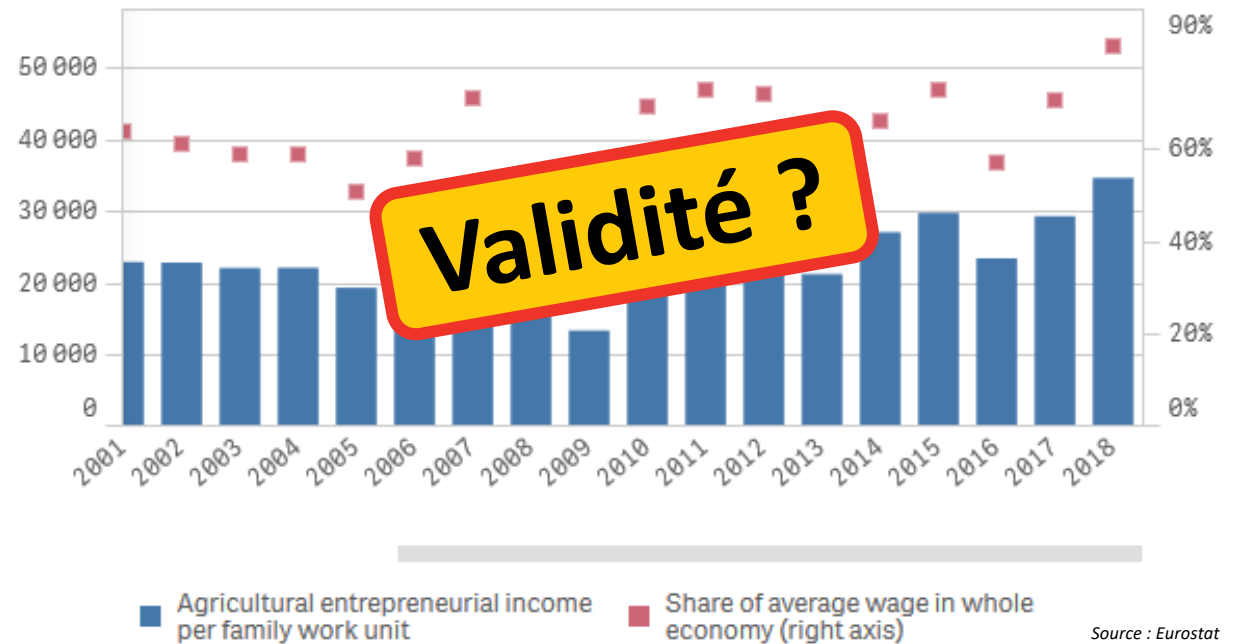
➤ Les indicateurs macroéconomiques

- **Compte économique de l'agriculture (comptabilité nationale, INSEE, Eurostat)**
L'« indicateur A » : Valeur ajoutée nette au coût des facteurs / unité de travail



France

(EUR/family work unit, real terms)



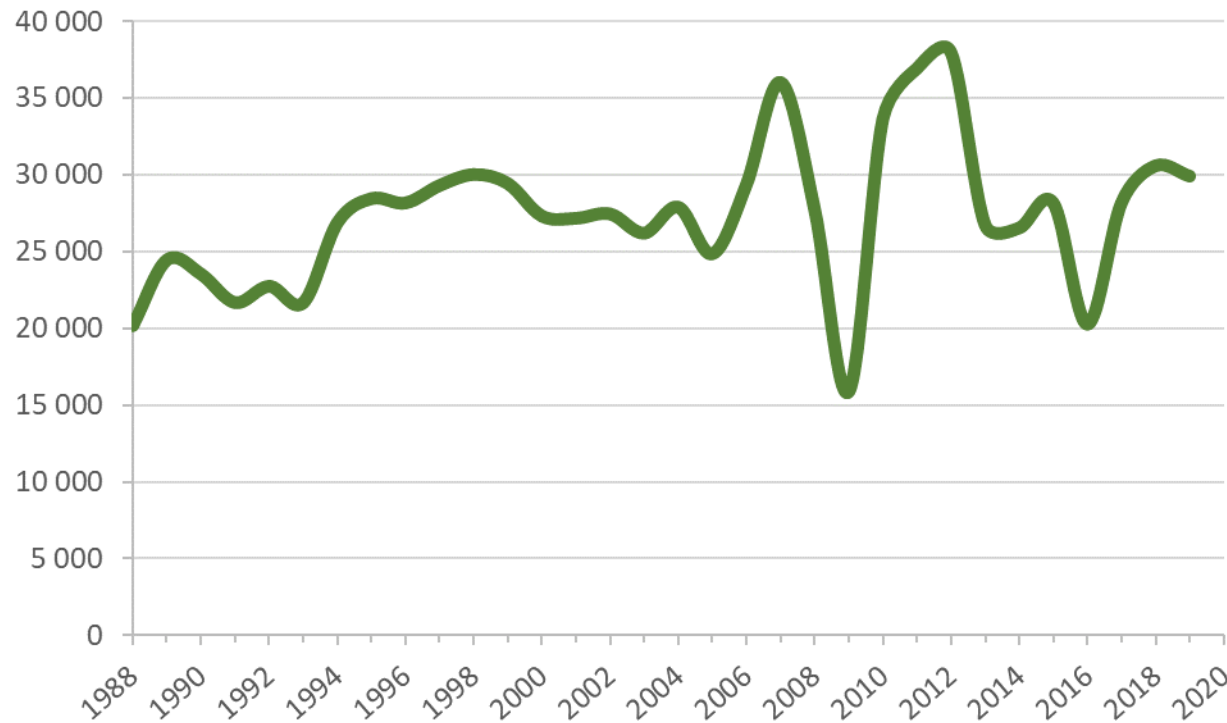
Source : Eurostat



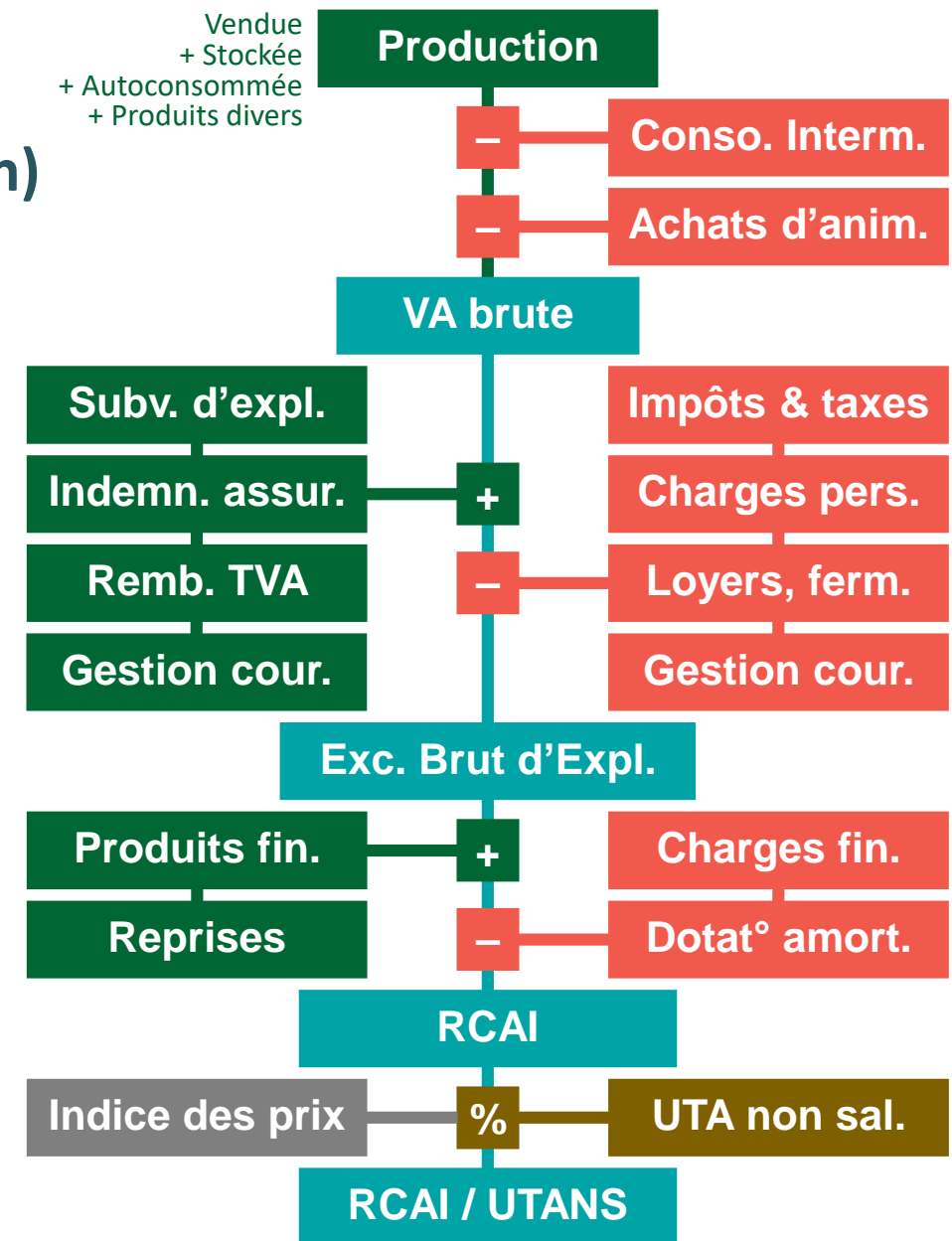
➤ Les indicateurs microéconomiques

- Soldes Interm. Gestion (Rica, centres de gestion)
Le résultat courant avant impôts (RCAI)

€ constants 2019 / UTANS



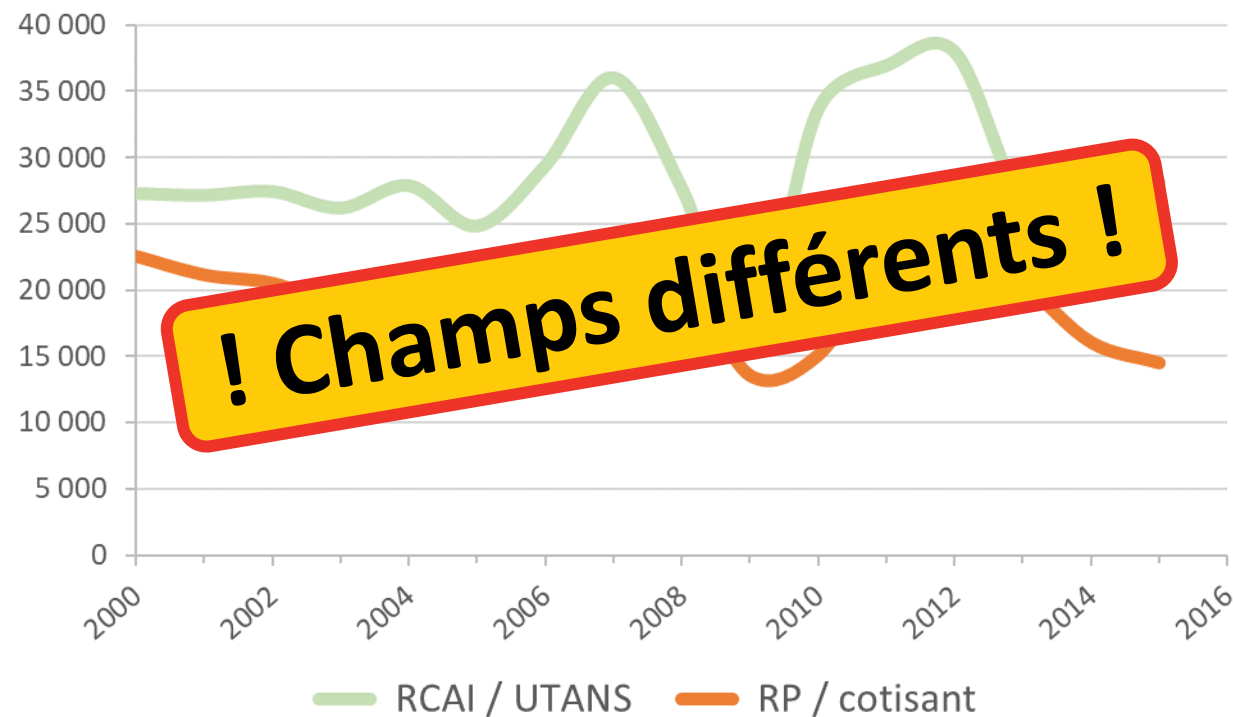
Source : SSP RICA 1988 à 2019 – champ : France métropolitaine



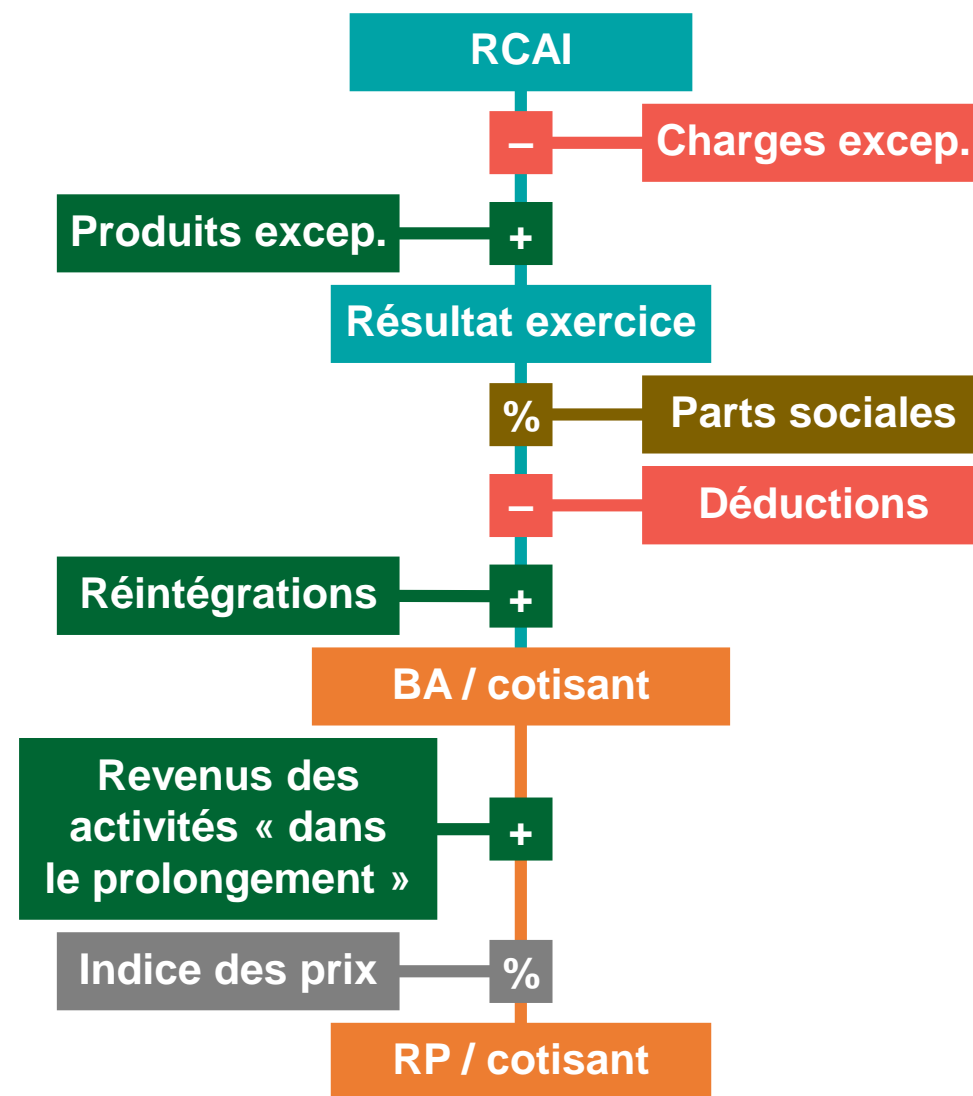
➤ Les indicateurs microéconomiques

- Revenu fiscal et social (MSA)
Les Bénéfices Agricoles et les Revenus Pros.

€ constants 2019 / UTANS



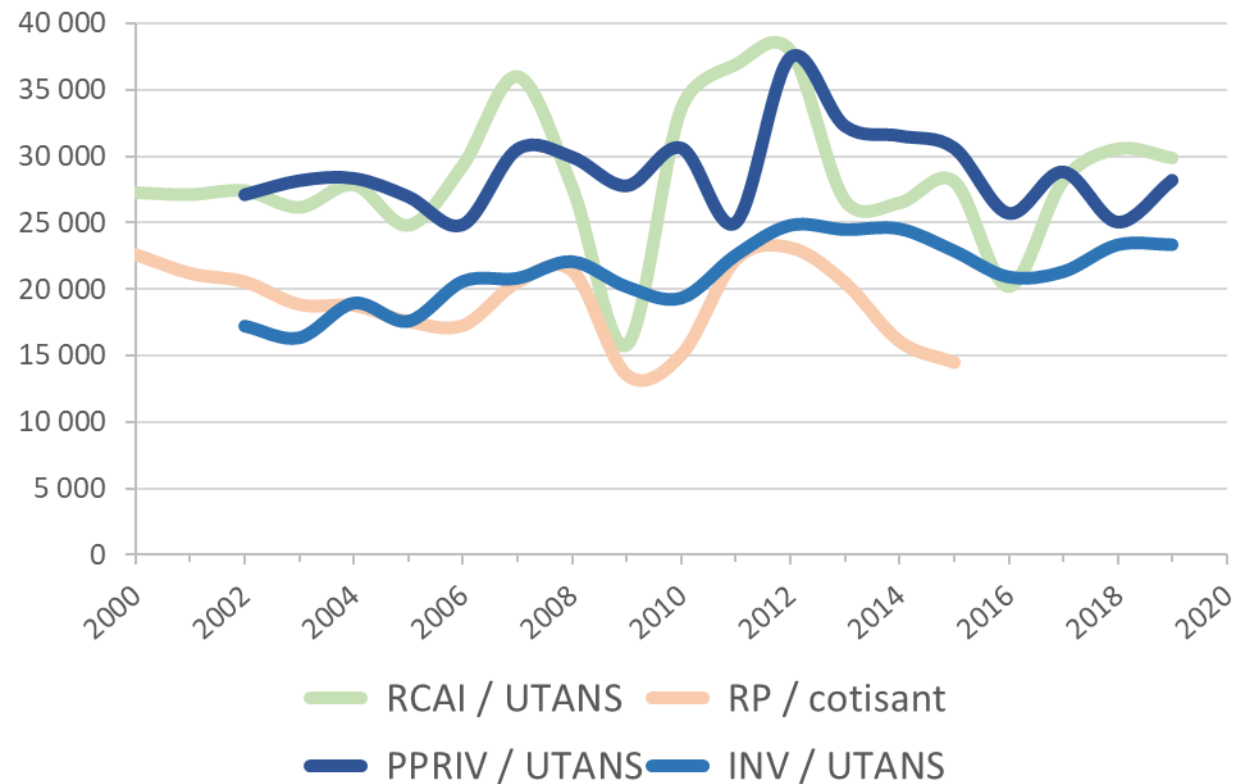
Source : SSP RICA 1988 à 2019 ; MSA COTNS 2000-2015 – champ : France métropolitaine



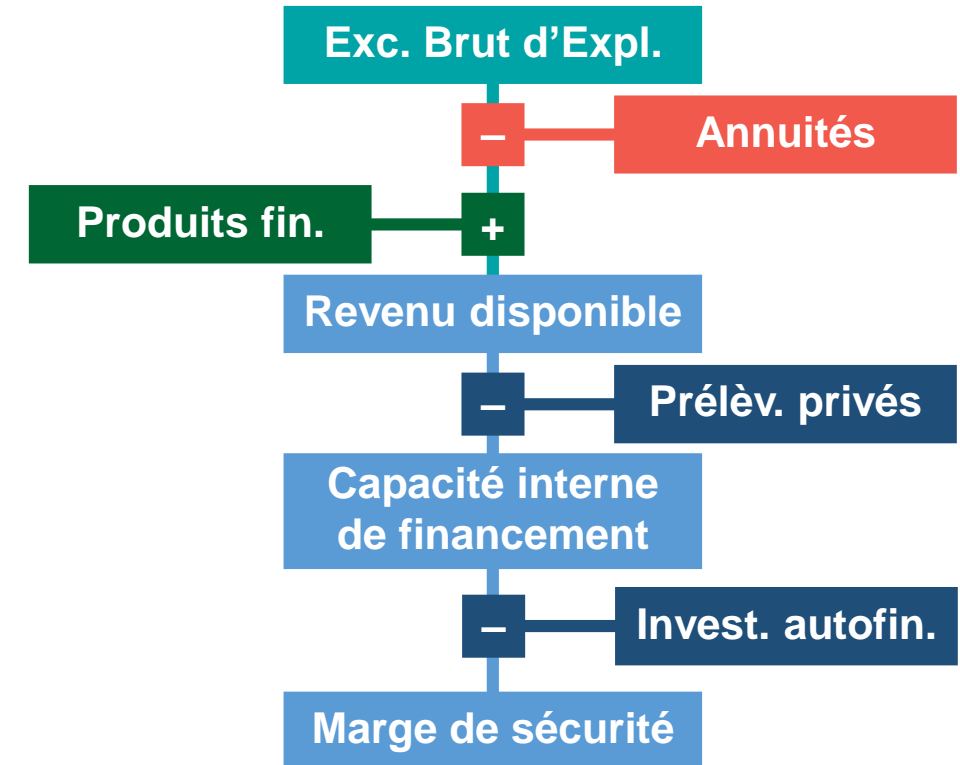
➤ Les indicateurs microéconomiques

- Une optique « trésorerie »
Les prélèvements privés

€ constants 2019 / UTANS

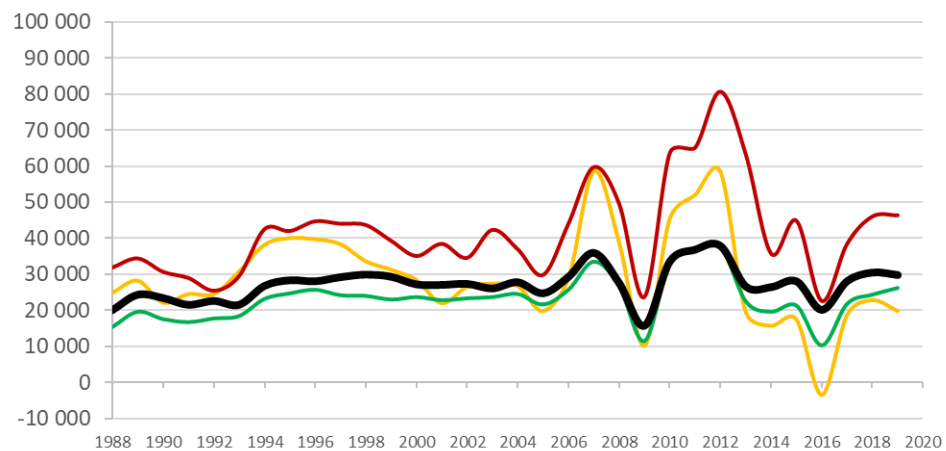


Source : SSP RICA 1988 à 2019 – champ : France métropolitaine

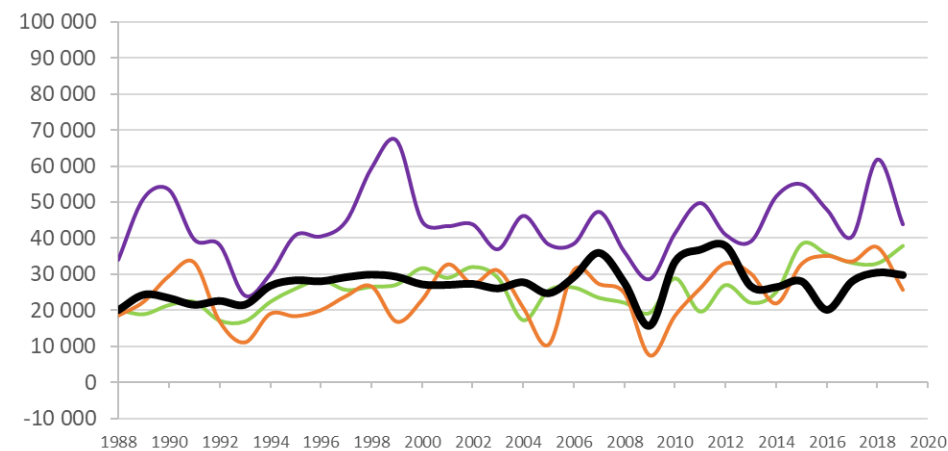


➤ Une grande disparité de résultat entre OTEX

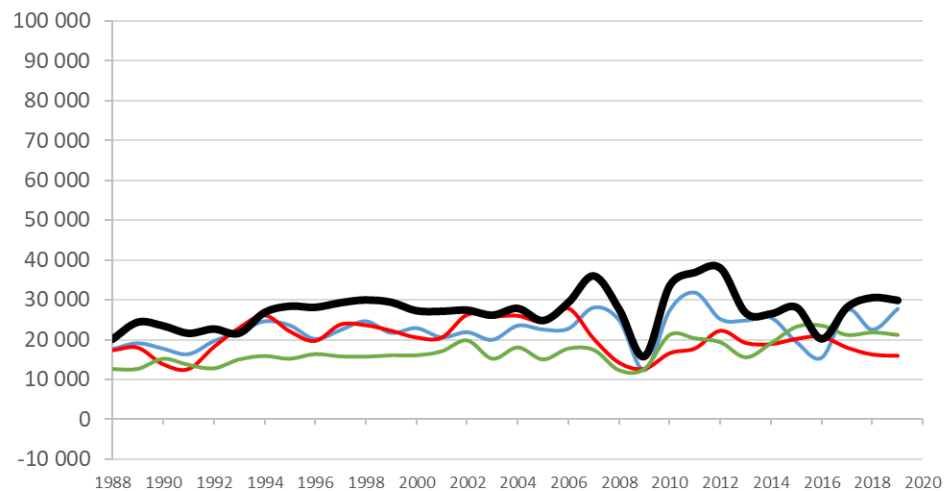
RCAI / UTANS en € constants 2019



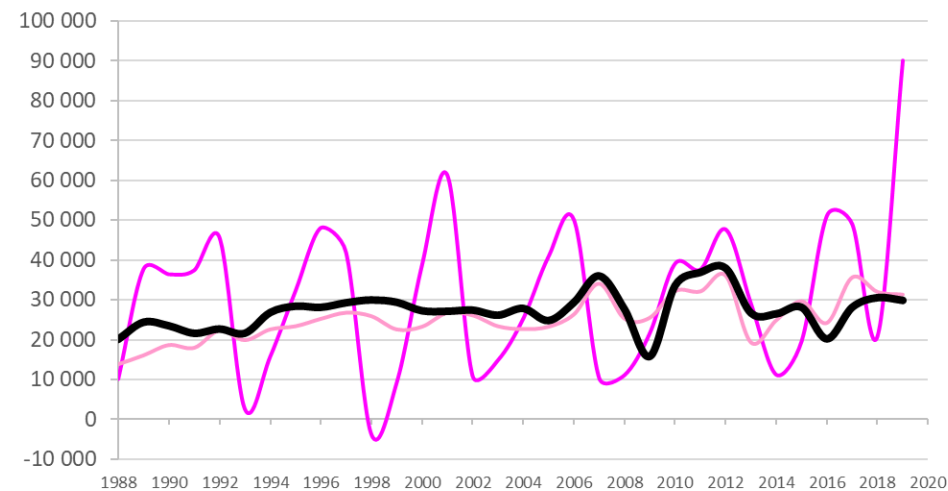
— Céréales, oléoprotéagineux — Autres grandes cultures
— Polyculture, polyélevage — Ensemble



— Maraîchage et horticulture — Viticulture
— Fruits et autres cultures perm. — Ensemble



— Bovins lait — Bovins viande — Ovins et caprins — Ensemble



— Porcins — Volailles — Ensemble

Source : SSP RICA 1988 à 2019 – champ : France métropolitaine

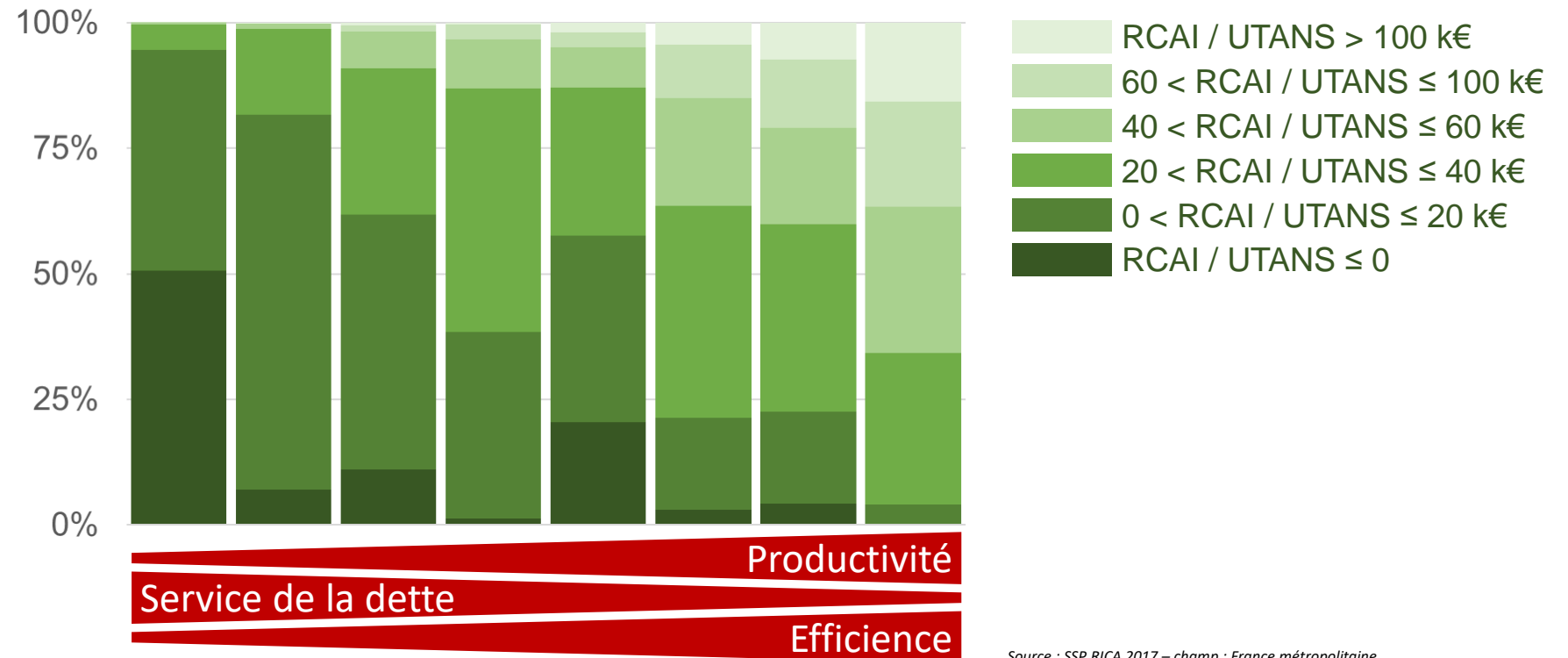
➤ Une typologie « fonctionnelle » de la diversité des exploitations

- Le RCAI par UTANS présente une très forte dispersion entre exploitations
- Les limites de l'approche par OTEX, CDEX, régions
- Une typologie basée sur 3 indicateurs de « performance » économique
 - La « productivité du travail » (PW) = valeur production / UTA totales
 - L'« (in-)efficacité productive » (EP) = CI / valeur production
 - Le « poids du service de la dette » (SD) = annuités / EBE
- Deux grilles d'analyse
 - 3 seuils par indic. ► 4 classes pour chaque indicateur ► 64 catégories
 - 1 seuil (médiane) ► 2 classes pour chaque indicateur ► 8 catégories

➤ Une typologie « fonctionnelle » de la diversité des exploitations

- **Deuxième grille d'analyse (8 classes)**

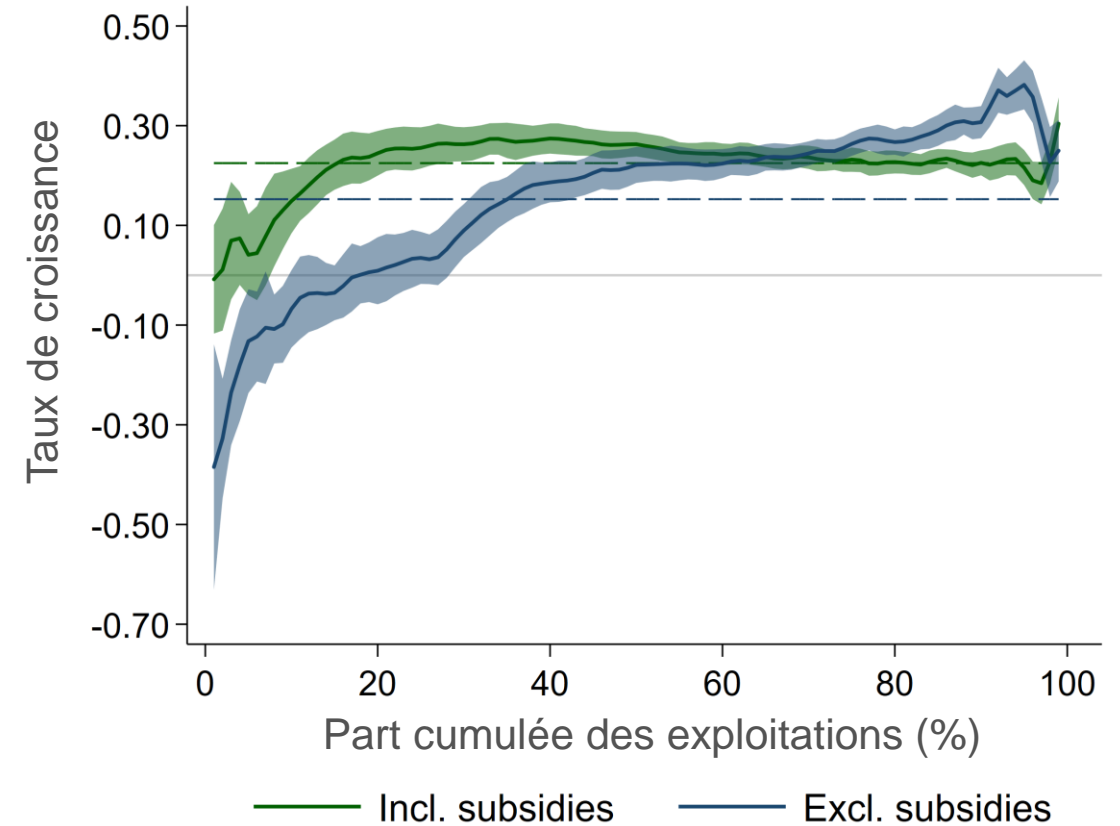
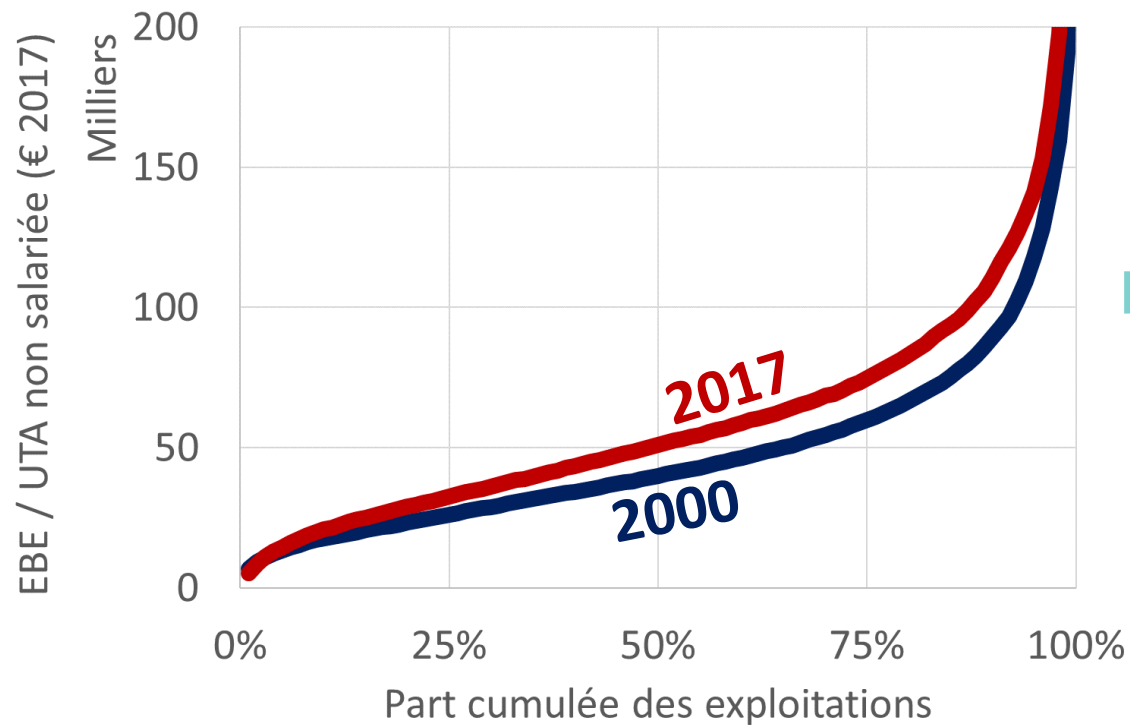
Distribution des exploitations selon le niveau de RCAI / UTA non salariée



Source : SSP RICA 2017 – champ : France métropolitaine

➤ L'impact redistributif des aides de la PAC

- Calcul du taux de croissance de l'EBE / UTANS entre 2000 et 2017
Avec ou sans aides de la PAC

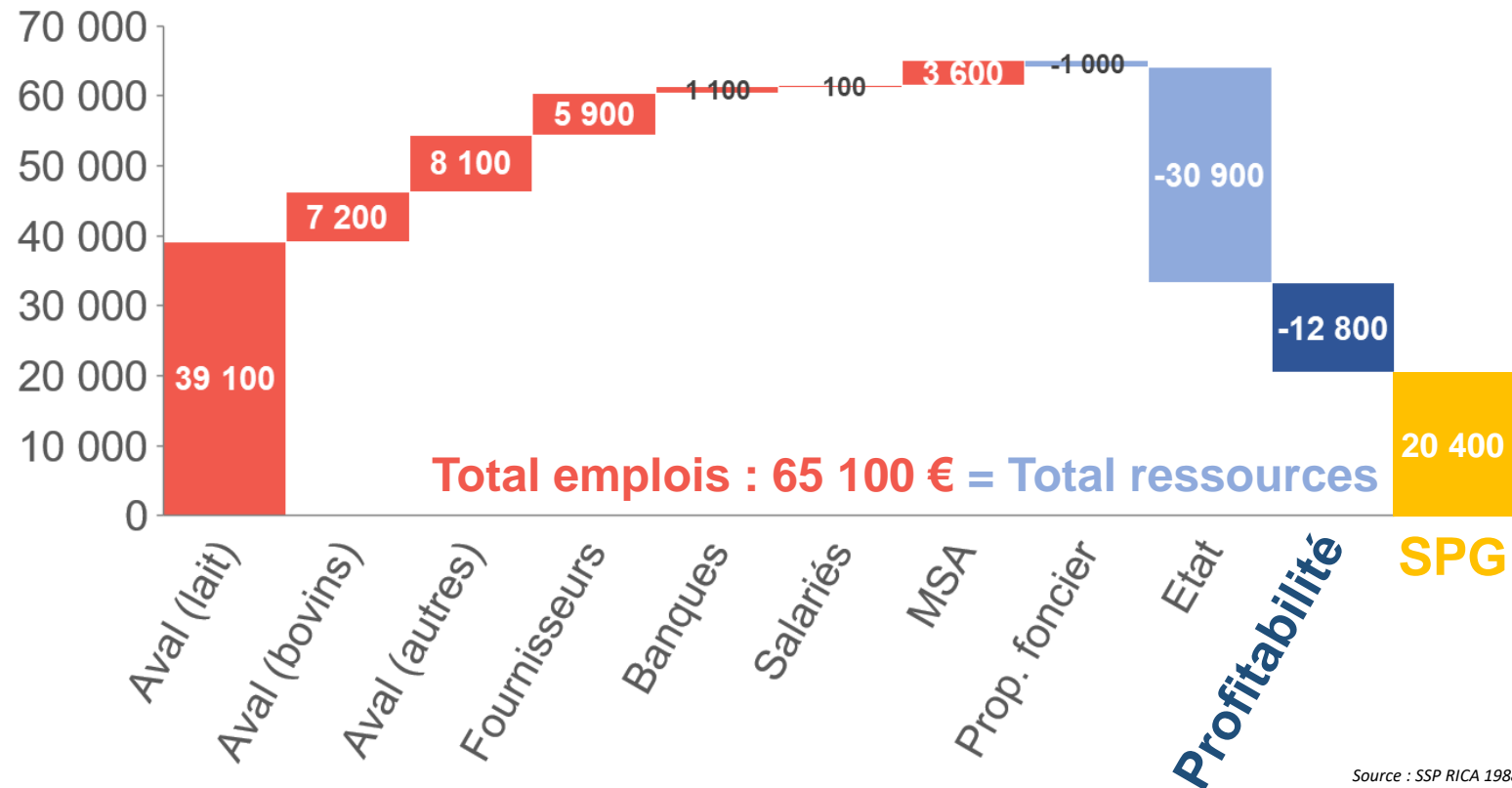


Source : SSP RICA 2000 et 2017 – champ : France métropolitaine, exploitations avec EBE hors aides > 0

➤ L'agriculteur comme maillon d'une filière

- **Ne bénéficie pas forcément des gains de productivité qu'il dégage**
Exemple de l'OTEX « Bovins lait » du RICA entre 1988 et 2016

€ constants / exploitation

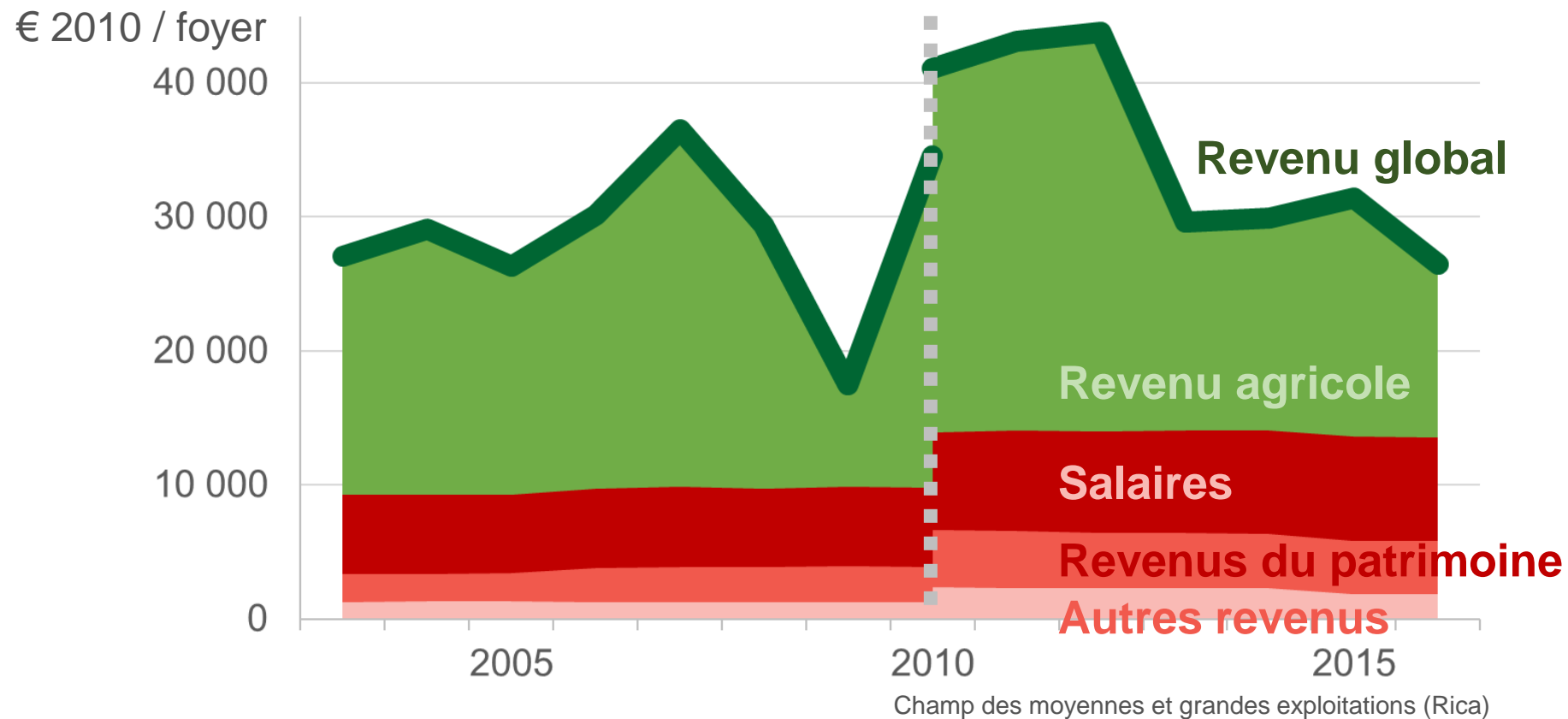


Source : SSP RICA 1988 à 2016 – champ : France métropolitaine



➤ Du résultat de l'entreprise au revenu du ménage

- **Estimation du revenu global des foyers agricoles**
Pour les foyers concernés, les revenus non agricoles ont un rôle assurantiel



➤ Les autres travaux réalisés dans le cadre du projet

- **Stratégies de capitalisation et rentabilité de l'investissement agricole**
- **Redistributivité des aides du 1^{er} pilier de la PAC**
- **Distribution des aides et performance environnementale**

➤ Quelques messages clés...

- Chaque indicateur a des **avantages** et des **inconvenients**
- Le « revenu agricole » n'a **rien d'un salaire**
- Le **résultat économique** des exploitations ne reflète pas (plus) le revenu des agriculteurs, encore moins le niveau de vie des ménages agricoles
- Les agriculteurs arbitrent entre **rémunération immédiate** et **rémunération différée**
- Les agriculteurs ne constituent **pas un groupe homogène**
- L'agriculture est un secteur **très soutenu**, notamment dans le cadre de la PAC, et les subventions ont un impact « **progressif** »



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INRAE

➤ **Merci de votre attention !**

Revenus agricoles, de quoi parle-t-on ?

Laurent Piet, INRAE, UMR SMART-LERECO, Rennes

Contact :
laurent.piet@inrae.fr

Atelier-conférence de la Chaire Mutations Agricoles, 26 janvier 2021